

Mouvement des Jeunes Socialistes Hauts-de-Seine  
45 Avenue Édouard Herriot  
92350 Plessis Robinson

### COMMUNIQUE DE PRESSE

L'accès à un logement décent est l'un des fondements de l'autonomie des étudiants et une condition indispensable à la réussite universitaire. Pourtant, en Ile de France, seuls 3% des étudiants ont accès à un logement CROUS. Dans les Hauts de Seine, la droite, majoritaire, semble se satisfaire de la situation, en menaçant une fois de plus de destruction la Résidence Universitaire Jean Zay.

Ainsi, depuis des années Patrick Devedjian et ses complices mènent un combat politique et juridique pour anéantir la cité universitaire d'Antony. Malgré la mobilisation des élus progressistes, du syndicat étudiant et de l'association de défense de la Résidence Universitaire d'Antony, celle-ci est aujourd'hui amputée de deux bâtiments : le bât. C (548 chambres), et bât. H (91 T2, soit 182 lits).

En juin 2013, la résidence est passée sous le contrôle à la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bièvres, dominée par l'UMP, par une convention signée par l'Etat. Celle-ci a alors décidé de poursuivre sa destruction du logement universitaire à Antony. Ce Vendredi 16 mai sera ainsi mis à l'ordre du jour du conseil communautaire la démolition du bâtiment G, qui compte 180 T2 de 27 m<sup>2</sup>. Quant aux bâtiments D, E, et F, leur avenir reste incertain.

En tant que jeunes socialistes, nous nous opposons fermement à cette chasse aux sorcières lancée contre les démunis et les étudiants. Nous réclamons l'arrêt des démolitions des logements ainsi que la réhabilitation des 1600 logements du site. En effet, nous refusons qu'une rénovation se fasse au détriment des services qui font la spécificité de la Résidence Université d'Antony: le restaurant universitaire, le centre médical, l'amphithéâtre, le foyer ainsi que les groupes d'études doivent être absolument préservés. La compensation des logements détruit et le transfert à la CABH doivent de plus être remis sur la table des négociations, dans l'intérêt des étudiants.

L'accès pour tous les jeunes à un logement décent doit être une priorité au niveau national, et dans notre département. Nous ne pouvons accepter que l'accès à un logement soit un obstacle à la poursuite des études et à l'émancipation des jeunes. En ce sens, la destruction du bâtiment G de la résidence Jean Zay n'est qu'une étape qui permet à la droite de remettre en cause petit à petit le droit à un logement pour les étudiants.

Ce Vendredi 16 mai, les jeunes socialistes des Hauts de Seine seront donc aux côtés des étudiants de la résidence pour soutenir leurs revendications. A Antony, comme ailleurs, nous ne laisserons pas la droite rogner sur nos droits !